

Vive la loi "Pecresse" ou LRU, enfin une bonne loi... - 1/1

C'est la loi sur l'autonomie des universités pour savoir pourquoi cette loi est bonne venez lire cet article.

Cette loi va notamment permettre une plus grande autonomie des universités. L'intérêt de celle-ci est de permettre aux universités de se diriger elles-mêmes c'est-à-dire que ce seront-elles qui vont gérer comme elles le souhaitent leurs budgets. Ainsi une université qui préférera mettre de l'argent dans la rénovation d'un amphithéâtre au lieu d'engager un agent pourra le faire sans problème et sans rendre de compte. Cette réforme est très attendu puisque notre pays est l'un des rares en Europe à ne pas donner cette autonomie aux facultés.

Le président de l'université possédera plus de pouvoir et pourra gérer comme bon lui semble l'université, il ne sera pas qu'un simple administrateur.

Il faut rappeler que nos universités sont très mal placées dans les classements internationaux (même si ces classements sont contestables), l'échec dans le premier cycle y ait légion et il existe un problème fondamentale entre le nombre d'étude et les débouchés dans le marché du travail. Aucune politique d'orientation n'existe vraiment dans ce pays, ce qui conduit nombres de jeunes à s'orienter au hasard.

Mais une loi qui est contestée

Cette loi est contestée pour différentes raison la plus importante tient au fait de permettre à des entreprises privées via des fondations de participer au financement de l'université. En effet beaucoup craignent que cela risque de rendre dépendant l'université de ses entreprises et puisque tous les observateurs s'accordent pour dire que les universités françaises sont dans une situation désastreuse, il semble dur à croire que les universités puissent s'opposer à une logique de rapprochement avec le monde de l'entreprise mais qui ce fera son désavantage. Désavantage puisque l'université ne pourra pas s'opposer aux rares entreprises qui voudrons bien s'intéressées à elles.

Cette loi n'est pas mauvaise, mais dans le contexte actuelle elle pose problème. Pour être vraiment efficace il faudrait un engagement financier important de l'État dès cette année dans le budget de l'université et des garantie quant à la part du budget de l'université que les entreprises pourraient financer.

De plus cette loi n'apporte pas de changement quant à la situation des étudiants en France, il faut rappeler que 100.000 d'entres eux vivent sous le seuil de pauvreté et plus de 10.000 sont obligés de se prostituer pour vivent (notamment des jeunes filles).